

La France et ses peurs légitimes

Ronald Creagh

*La peur, la mauvaise conscience ont un fumet délectable
pour les narines des Dieux.
Jean-Paul Sartre, Les Mouches.*

C'est peut-être un symbole : la tour Eiffel, paisiblement sexy et scintillante, se trémousse aux heures nocturnes au-dessus de Paris. La France, premier pays touristique de la planète, semble baigner dans une sérénité relative. Elle se rapproche pourtant d'autres grandes démocraties contemporaines en appelant de ses vœux un gouvernement fort et décidé, qui promet de mettre fin aux scénarios actuels de la peur. Sarkozy rejoint les Bush, les Blair, les Berlusconi, pour ne citer que quelques-uns de ces *dirigeants qui savent ce qu'ils veulent et de ces grands exorcistes* qui apaisent le peuple et le plongent dans l'extase d'une nation exposée au soleil des médias¹.

Quelle est donc la vérité de cette peur qui entraîne les Français à se tourner vers l'État ? Peut-on repérer ce « sentiment collectif » ? Sujet périlleux, embarrassant même, car les écrits sur la psychologie des peuples aboutissent à des clichés. Une « peur commune » ne peut être cernée que dans une catastrophe précise : on peut alors étudier des mouvements de panique ou de solidarité. En revanche, il faut des nuances pour analyser un état d'âme partagé. Car la peur peut être liée à un objet abstrait, comme « le désordre », « l'insécurité » ; ce qui ne la distingue pas de l'inquiétude. Elle peut être collective sans que ce sentiment soit également ressenti par tous : certains refusent de s'inquiéter, d'autres paniquent. Qu'elle soit individuelle ou collective, la peur est fluide, elle change à chaque seconde, comme tout sentiment,

1. Cet article a bénéficié de nombreuses remarques. Je remercie en particulier Danièle Haas, Marielle, Didier et Pierre Giraud pour leurs divers conseils et suggestions.



même l'amour... Quoi qu'il en soit, le discours politique et médiatique sur la peur fait l'amalgame entre des attitudes aussi diverses que l'inquiétude, les soucis, la frayeur, l'angoisse et la peur. Interrogez le tout-venant et vous remarquerez la même approche. C'est donc bien ce brouillard flottant que nous désignerons sous ces divers termes.

On examinera ici la relation triangulaire entre les Français, la peur et l'État. On soulignera d'abord le comportement de la population. Celle-ci croit au caractère rassurant de l'État, qui semble être la seule autorité compétente dans le cas des dangers collectifs. On esquissera ensuite l'hypothèse d'un double contrôle de la population, par le public et le privé. Cette violence est entretenue par un discours prétendu « mondialiste » destiné, entre autres, à susciter cette attitude de dépendance à l'égard de l'État. On conclura enfin par quelques perspectives sur le recul nécessaire aux observateurs engagés que nous sommes, bon gré mal gré.

2. Les événements de mai 1968 n'ont suscité de peur que dans les cercles conservateurs, toujours paranoïaques.

Les Français, la peur et l'État

C'est un fait, les Français n'ont guère éprouvé de grandes peurs massives depuis la Seconde Guerre Mondiale². Il n'y a pas eu de mouvements de panique ni de comportement grégaire comme cela s'est vu dans certains pays où chaque famille qui en avait les moyens se construisait son abri antinucléaire ou encore s'achetait une panoplie d'armes contre d'éventuels intrus.

Un demi-siècle d'affrontements divers n'a guère affolé la population : les conflits des guerres coloniales et les attentats en Corse ou sur le continent ont affecté les structures du pouvoir en suscitant, entre autres, l'avènement de la ^ve République et d'un régime présidentiel ; ils n'ont pas bouleversé les esprits. À l'époque de la Guerre froide, l'équilibre de la terreur n'a guère ému le peuple dont une bonne partie votait pour le Parti communiste.

L'émotion causée par l'attentat de septembre 2001 s'est essentiellement concrétisée par un accroissement de la surveillance policière et de la présence militaire dans les lieux les plus médiatiques, pas sur les marchés ou au voisinage des écoles. Le peuple n'en demandait sans doute pas tant, et l'on peut subodorer que cette gesticulation était surtout destinée à rassurer les pays partenaires. Toujours est-il que, lorsqu'on se promène dans certaines gares, on pourrait croire que le pays est sous occupation : des militaires y patrouillent nuit et jour, décorés comme des arbres de Noël, avec une si grande panoplie d'instruments de combat qu'il est permis de se demander si, en cas d'urgence, ils saisiront le plus approprié.

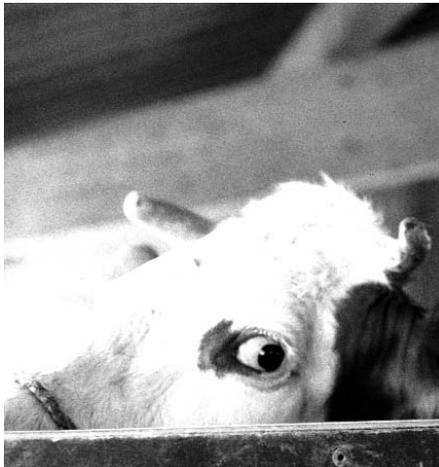
Il s'est trouvé jadis des voix puissantes pour signaler des risques industriels graves et nouveaux. En France, les mouvements pacifistes ont été diffamés, les avertissements des pionniers de

l'écologie ont été longtemps tournés en dérision; les protestations de masse contre le nucléaire ont paru s'apparenter à la révolte symbolique mais inefficace des luddites. René Dumont annonçait la dégradation de la planète. En vain.

Tout cela n'est à l'ordre du jour que lorsque les pouvoirs publics et leurs experts attirés en parlent, et s'ils en parlent. Les peurs nationales ne sont considérées comme légitimes que si elles sont déclarées telles par les représentants attirés de l'État. Tout le monde se souvient des discours officiels au sujet de l'incident nucléaire de Tchernobyl: les radiations s'étaient miraculeusement arrêtées aux frontières françaises. De même, l'épidémie de grippe aviaire sema la panique jusqu'au moment où le gouvernement déclara que tous les vols des oiseaux sur la France étaient sous contrôle. Comment expliquer une telle crédulité, ou plutôt une telle incuriosité?

Les partis politiques en campagne font parfois appel à la peur pour rallier l'opinion, mais l'État n'a pas besoin de ce discours pour se faire obéir: son pouvoir repose sur une tradition de plus d'un millénaire. Tout l'édifice national s'appuie sur ce socle: la gestion directe des grands services publics, le parrainage de la culture (et même de l'orthographe!), les interventions médiatrices dans les conflits et les «acquis sociaux». Le 30 août 2007, une Commission «pour la libération de la croissance française», animée par Jacques Attali, va même jusqu'à recruter un psychanalyste pour mettre à profit la douleur des Français³. L'opposition elle-même rêve de l'appareil d'État; depuis 1789, deux siècles d'incantations sur le thème d'un gouvernement protecteur des plus faibles ont créé la vision magique d'une «gauche» qui deviendrait soudain providentielle lorsqu'elle s'empare des manettes du pouvoir.

Qu'il s'agisse des multinationales ou de ceux qui se revendiquent de Louis XIV ou de de Gaulle, de Léon Bloy ou de Voltaire, tous font appel à l'État pour légitimer les convictions les plus intimes, qu'il s'agisse de la question identitaire ou des débats sur l'interruption volontaire de grossesse, l'homosexualité, la manipulation génétique des organismes humains, et même de questions religieuses comme celle du «voile islamique». Il y a toujours des Bretons et des Aveyronnais, mais il n'y a de Français que par une conscience collective assurée par l'État. La citoyenneté française ne vient pas des seuls parents: encore faut-il que l'État la reconnaisse. Et dans un monde où se réveillent les conflits identitaires, l'identité française relève des pouvoirs publics. Il n'y a pas besoin d'évoquer Hobbes et son idée, ridicule aujourd'hui, d'individus établissant entre eux un contrat de non-agression. Le gouvernement apparaît comme le dernier rempart de la sécurité nationale, même



3. «Un psychanalyste spécialiste de la résilience, ces douleurs intimes qui rendent plus fort.» Pascal Junghans, «Commission Attali: trois pistes pour libérer la croissance», *La Tribune*, 30 août 2008.

et peut-être surtout après la fin de la guerre froide.

On peut donc résumer ainsi le rôle de l'État: il définit les peurs mais aussi les actions légitimes, l'éthique acceptable, et il signale la résolution des problèmes de société. Il construit l'identité nationale de ses citoyens.

Croire que la nation constitue le dernier rempart contre les méfaits de la mondialisation relève d'une opinion obsolète, et même d'une illusion. Ce qui est plus naïf, c'est de croire qu'un État, qu'il soit paternaliste ou autoritaire, peut résoudre des problèmes intérieurs au pays, notamment ce thème récurrent de «l'insécurité», qui s'applique à l'emploi, à la jeunesse, aux banlieues et à l'émigration. Comment expliquer la persistance de ce thème vague qui sert d'antienne aux hommes du pouvoir depuis quelques décennies? Comment expliquer ce sentiment d'impuissance immature de la société civile?



La gouvernementalité

Michel Foucault, repris par d'autres, a dessiné quelques formes de ce qu'il nomme la «gouvernementalité». Il distingue les sociétés de *souveraineté* qui prélèvent les ressources sociales à leur profit; les sociétés d'*enfermement* qui créent des milieux sur le modèle de la prison: la famille, l'école, l'industrie, l'armée, l'hôpital; et enfin les sociétés de *contrôle* où l'individu numérisé doit surfer dans le monde sans cesser d'être contrôlé.

En examinant cette nouvelle rationalité, Foucault insiste sur le fait que les pouvoirs proposent des libertés qui, en contrepartie, constituent de nouveaux modèles d'asservissement. Au lieu d'imposer une intériorisation des interdictions, on vous offre des occasions d'épanouissement personnel qui constituent en même temps des pièges dans lesquels vous vous trouvez emprisonné.

Il est vrai que le vocabulaire du pouvoir politique ressemble de plus en plus à celui des *public relations*: les mesures disciplinaires sont formulées en termes soixante-huitards, joyeusement libertaires. Cette importation du discours de l'entreprise privée dans le secteur public traduit un phénomène qu'il faudrait plutôt nommer «la société du double contrôle». Il est vrai que l'État bénéficie d'un renforcement des techniques d'espionnage, mais celles-ci bénéficient aussi aux entreprises privées, par exemple grâce aux caméras de surveillance. Et c'est surtout la publicité pour un produit donné qui se présente comme émancipatrice, alors qu'elle vise à créer une servitude à l'égard de la marque. L'État, lui, instrument de violence, s'efforce plutôt d'entretenir une attitude de dépendance.

«L'État» est un appareil hétérogène et complexe, comme les dispositifs qu'il

met solennellement en place: le législatif, l'exécutif, la justice et la police. Cette complexité s'accroît lorsqu'on considère son lien avec la société civile. Il ajoute au système des propriétés spécifiques, notamment la structure inégalitaire. Une hiérarchie d'autorités vient entériner l'inégalité dans les droits de décisions économiques, politiques et sociales. Elle travaille au bénéfice des hiérarchies existantes et des entreprises dominantes. C'est tous les jours qu'elle intervient dans le pays pour harceler les travailleurs contestataires, normaliser l'arbitraire du chef et affirmer le souverain droit de propriété des patrons licencieurs. C'est tous les jours que l'État français intervient comme médiateur en Afrique et en Asie, par des envois d'armes, de soutiens et d'interventions militaires afin de maintenir contre la société civile des gouvernements honnis.

L'État, qui est censé assurer la tranquillité des esprits, mène un double jeu. La sécurité qu'il prétend assurer au «petit peuple» en diminuant la délinquance et châtiant les coupables se réduit à de la gesticulation: la vue du gendarme rassure les honnêtes crétins. La République se drape de très beaux principes, sans rapport avec la réalité. Pourquoi se déranger? Les électorats réélisent sans scrupule excessif des représentants dont ils connaissent la corruption. En effet, leur préoccupation est ailleurs, car d'autres soucis plus quotidiens les harcèlent. En revanche, au bénéfice des groupes privés, on les invite à entrer sans rechigner dans le «marché du travail»; on multiplie les obstacles légaux contre les révoltés, ceux qui cherchent à recréer un espace public évanoui ou défendent les intérêts des consommateurs. Et lorsqu'il ne reste aux protestataires que la rue, tout est bon pour les matraquer en paroles ou en actes.

La légitimité du système s'appuie aujourd'hui sur un discours fondateur, à la racine de toutes les discussions des théologiens, philosophes, économistes ou géographes. C'est le Grand Récit de la mondialisation, notre nouvelle Genèse.

Le règne des milliardaires et des entreprises supranationales a suscité une compétition universelle entre les grandes régions économiques et géographiques, les nations, les villes et même les villages pour se promouvoir et survivre. Cette course au trésor est la source d'inquiétudes de dimension planétaire: dégradation de la Terre, exploitation éhontée des «ressources humaines», émergence de clans ethniques, économiques, politiques ou religieux.

Que les dirigeants économiques utilisent les pouvoirs publics et les médias pour contraindre la population à se rallier à leurs objectifs et abandonner des voies alternatives ne surprendra personne. Mais cet âge où les catastrophes se multiplient inviterait plutôt les civilisations elles-mêmes à se remettre en cause. Pourquoi espérer des solutions de l'État plutôt que de renforcer l'autonomie de la société civile⁴?

Cette vague d'inquiétudes et ces inquiétudes vagues sont l'effet d'un état de dépendance. Les Français se soumettent à une idée à la fois rationnelle, morale et transcendante, celle de légitimité. Ils considèrent qu'il y a des peurs légitimes et d'autres qui ne le sont pas. Pour eux, l'État n'est pas seulement le rouage incontournable pour écarter les cauchemars collectifs; il décide de la légitimité des inquiétudes.

Assurément, ni les peurs collectives ni les discours de légitimation ne se limitent aux lectures et aux effets de la mondialisation. Les apocalypses annoncées

4. Par exemple à travers les mutuelles de la santé.



peuvent aussi se dérouler sur d'autres modes, par exemple celui du religieux, comme on le voit dans le cas d'un certain terrorisme. Il me semble, toutefois, que par sa dimension économique dans une société essentiellement fondée sur l'appât du gain, l'État apparaît surtout comme un tampon protecteur contre les forces incontrôlées du réel et a surtout recours ce type de langage pour obtenir la dépendance de ses sujets.

Un anarchisme décoiffant

Mais les gens ne s'occupent guère des affaires publiques : leurs objectifs personnels les ensorcellent. Les multinationales sont dans nos têtes : le consumérisme contraint les salariés à travailler au-delà de leurs aspirations pour s'offrir le dernier gadget, ce qui les détourne de toute action de grève. Le discours se fait capitaliste : consommer

devient un acte d'entreprise, l'achat est un « investissement » destiné à produire notre propre satisfaction⁵. On nous bonimente sur les qualités écologiques de nos achats afin de nous distraire des coûts que l'entreprise impose à l'environnement. Déjà celle-ci se présente comme une pionnière du recyclage ou de la restauration de l'habitat humain.

L'environnement contient des éléments effroyables. Mais que ce soit dans la nature ou dans l'espace « civilisé », ce sont d'abord les structures sociales et mentales d'une population qui définissent la nature des dangers et les remèdes. Quel est le sens de l'idée de légitimité des pouvoirs publics alors que les chefs d'État ne sont plus que les chargés d'affaires VIP des multinationales ? Leurs recommandations d'apothicaires camouflent des intérêts privés énormes.

La rationalité capitaliste dégrade les relations humaines. Plutôt que la solidarité et l'entraide, elle célèbre la réussite individuelle comme source de droit et de légitimation. Elle détruit les espaces de rencontre humaine pour en faire de purs lieux de spectacle. Ses offres

5. Voir aussi sa critique importante de la confusion entre les différentes formes de l'État. Michel Foucault, « Naissance de la biopolitique ». Cours au Collège de France (1978-1979). Leçon du 7 mars 1979. < http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=3305 >.

dérisoires d'embauche suscitent la rivalité monstrueuse des milliards de travailleurs du monde en recherche d'un gagne-pain.

Ces manipulations politico-commerciales, sources de solitude impuissante devant la peur, réclament la lucidité : nous ne serons pas les cibles du capitalisme médiatique. Nos enjeux ne relèvent plus de l'État : l'ennemi principal est ailleurs. Nos ressources, elles, gisent dans nos capacités de solidarité créative.

La société qui pissait du ciment nous mitraille aujourd'hui de songes éphémères. Les temples intemporels – quarante siècles vous contemplant ! – ne sont plus que spectacles. La pérennité de la famille – cellule de base de la société ! – est incertaine. L'usine du coin s'est envolée comme une mouche, une fois les bénéfiques encaissés. L'État français, greffé sur l'Union Européenne, n'est plus qu'un souvenir local.

Que faire ? Cesser à notre tour de conchier des structures, des stratégies intemporelles, de nous prendre pour l'œil du cyclone. Oublier les idéologies pour vivre l'événement comme une révolte et l'accrocher aux étoiles⁶. Épouser un anarchisme décoiffant dans un monde de châteaux de cartes. Nous ne sommes pas des montagnes : projets, amours et vies sont éphémères. Les cauchemars aussi. L'ambition technocratique de tout planifier est une politique d'autruche, car toute innovation et toute crise introduisent des milliards d'imprévus. Aussi aguichante que puisse être la tour Eiffel, des mondes infinis nous attendent, au-delà du brouillard opaque des pensées vieillottes et des replis sur soi.

Ronald Creagh

6. Voir R. Creagh, « Anarchism is back. We may now re (dis) cover utopia », communication à la 8th International Utopian Studies Society Conference, Plymouth, 12-14 juillet 2007.

Résumé

Comment expliquer que les Français, moins sujets que d'autres aux peurs collectives, votent pour un pouvoir fort, censé leur apporter la sécurité ? Les analyses de Michel Foucault sur un changement de formes de « gouvernementalité » ne sont pas suffisantes. En fait, l'État apparaît comme étant

la seule autorité légitime pour signaler et contrôler les causes de la peur, et son discours s'appuie sur un nouveau récit fondateur, celui de la mondialisation. En réponse, l'article suggère une ouverture de tous les instants à l'événement éphémère, libérée de la carapace idéologique et de son arsenal de dénonciations.

